

Élections législatives en Lettonie

2 octobre 2010

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Le 2 octobre prochain, soit le premier samedi d'octobre comme le prévoit la Constitution du pays, les Lettons sont appelés aux urnes pour renouveler les 100 membres de la Saeima, Chambre unique du Parlement. 64 bureaux de vote seront ouverts dans 24 pays pour ce scrutin qui s'avère particulièrement intéressant pour trois raisons principales. Tout d'abord, parce qu'il intervient à une période difficile et cruciale pour la République balte qui a été le pays de l'Union européenne le plus touché par la crise économique internationale et dans lequel le programme de redressement gouvernemental est vraisemblablement l'un des plus courageux. Ensuite, parce que dans cet Etat de 2,3 millions d'habitants, ces élections législatives sont les premières qui verront voter les personnes nées après l'indépendance (21 août 1991). Enfin, le paysage politique letton s'est quelque peu recomposé. Les principaux partis politiques, nombreux et mouvants dans le pays, se sont regroupés au sein de cinq coalitions pour les élections législatives, ce qui pourrait contribuer à asseoir leur positionnement et leur offrir une plus grande latitude d'action. Le Président de la République Valdis Zalters a indiqué qu'il aimerait que le prochain gouvernement parvienne à se maintenir au pouvoir durant les 4 prochaines années. Il a cité en exemple l'Estonie où Andrus Ansip (Parti de la réforme, RE) occupe la fonction de Premier ministre depuis de nombreuses années et attribué à la stabilité de son gouvernement les raisons de la meilleure santé économique du pays.

1 239 personnes (dont 72% d'hommes et 28% de femmes) inscrites sur 13 listes sont candidates aux élections législatives du 2 octobre prochain, soit le plus faible nombre de listes jamais enregistrées pour un scrutin de ce type en Lettonie. Le regroupement des partis politiques au sein de blocs électoraux explique cette situation. 87% des députés sortants se représentent.

Une sortie de crises ?

La Lettonie a connu durant des années des taux de croissance de son PIB exceptionnels grâce à une forte consommation intérieure, un marché immobilier en effervescence et une politique de crédit facile (les banques scandinaves notamment ont beaucoup prêté – en euro – aux Lettons). Ce pays, à l'économie la plus dynamique d'Europe, a été très fortement affecté par la crise économique de 2008. Alors que le PIB croissait de 12,2% en 2006 et encore de 10,2% en 2007, il s'est contracté de 18% en 2009. Le chômage qui s'élevait à 4,8% en avril 2008 est monté aux environs de 15% ; l'inflation, qui atteignait 9,8% en 2008, est en forte baisse (- 2,8% en avril 2010). Fin 2008, l'économie

lettonne était revenue à son niveau de 2005. La Lettonie, surnommé jusqu'à il y a peu le « tigre balte », n'a été sauvée de la faillite en décembre 2008 que par les prêts de 5,27 milliards de lats (7,05 milliards €) que lui ont accordé le Fonds monétaire international (1,30 milliard €) et l'Union européenne (3,1 milliards €). Le pays a reçu 1,4 milliard de dollars des pays nordiques, 400 millions € de la Banque mondiale et 500 millions € de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD). Condition de cette aide : un ferme engagement du gouvernement à combler le déficit budgétaire et à stabiliser le secteur bancaire. De fait le gouvernement a mis en œuvre une politique de rigueur sans précédent et, à bien des égards, exemplaire. Le

déficit budgétaire devrait, en 2010, être inférieur au plafond fixé par le FMI (7% pour 8,5%).

Le représentant du FMI en Europe centrale et orientale, Mark Allen, a rappelé que la Lettonie devait absolument veiller à ce que ses salaires ne croissent pas plus vite que sa productivité, que l'entrepreneuriat ne soit pas surtaxé, que les prix n'augmentent pas plus vite qu'à l'étranger et que ses finances publiques restent contrôlées. « *Nous sommes très impressionnés par ce qui a été réalisé par le gouvernement actuel et nous ne voudrions pas voir ces efforts réduits à néant par une autre politique* » a-t-il déclaré. Une réforme fiscale reste nécessaire à la Lettonie afin d'empêcher un accroissement du déficit public et de la dette du pays.

La crise économique a avivé la crise politique, latente depuis plusieurs mois. En octobre 2006, la coalition sortante, formée par le Parti populaire (TP) et dirigée par le Premier ministre sortant Aigars Kalvitis, avait été reconduite au pouvoir, une première dans l'histoire lettone. En décembre 2007, Ivars Godmanis (Premier de Lettonie-Voie lettone, LPP-LC) le remplaçait à la tête du gouvernement. Il propose alors, en vain, à l'opposition de droite de rejoindre son gouvernement. Devant la crise économique qui frappe son pays, il choisit de ne pas dévaluer la monnaie nationale et met en place une politique d'austérité (baisse des salaires et des dépenses publiques). Fin 2008 et début 2009, Riga a été secouée par des protestations, les manifestants – salariés, agriculteurs – s'en prenant à l'incompétence des politiques accusés d'avoir laissé le pays s'enfoncer dans la crise. Le 13 janvier 2009, la foule jette des pierres contre des véhicules de police ainsi que contre la façade du Parlement et du ministère des Finances. Le Premier ministre sera contraint à la démission le 20 février 2009 après que deux des membres de sa coalition eurent décidé de lui retirer leur soutien. Le 12 mars 2009, Valdis Dombrovskis (Nouvelle ère, JL) devient Premier ministre. Il accentue la politique d'austérité mise en œuvre par son prédécesseur. Il effectue de sévères coupes budgétaires, diminue de 10% les pensions de retraite et de 35% le salaire des fonctionnaires. Il réduit le nombre des fonctionnaires : en octobre 2009, ils étaient 12 700 de moins qu'à la fin de l'année 2008. Six mois après son arrivée au pouvoir, il

augmente les impôts : + 3 points pour l'impôt sur le revenu et + 3 points pour la TVA, qui s'élève désormais à 21%. En mars 2010, le Parti populaire choisit de quitter le gouvernement après avoir échoué à rallier les trois autres partis de la coalition gouvernementale (Nouvelle ère, l'Union pour la patrie et la liberté, TB/LNNK, et l'Union des Verts et des paysans, ZZS) à sa proposition de gel des hausses d'impôt. Valdis Dombrovskis se retrouve donc à la tête d'un gouvernement minoritaire (rassemblant seulement 44 des 100 sièges du Parlement). Si la crise économique a rendu l'exercice du pouvoir difficile, le Premier ministre reste l'homme politique le plus respecté du pays.

La permanence entretenue du clivage Lettons/Russes

La Lettonie possède la minorité russophone la plus nombreuse des trois Républiques baltes. Des Russes installés du temps de l'Union soviétique et qui ne souhaitent pas retourner en Russie où les conditions de vie et de travail n'ont pas bénéficié de l'adhésion à l'Union européenne et de la modernisation du pays. Selon les chiffres officiels datant de juillet 2004, les Lettons dits « *de souche* » représentent 58,7% de la population et les « *Russes* », 28,8%. Le letton est la langue maternelle de 58,2%habitants, le russe de 37,5%. La minorité russophone est majoritaire dans sept des huit plus grandes villes du pays dont Riga. Cette division de la population a été exacerbée, largement de l'extérieur, pour en faire un enjeu politique en Lettonie.

Ainsi 400 000 personnes, soit 17,3% de la population (chiffres fournis par le directeur de la Commission électorale centrale de Lettonie, Arnis Cimdars), en majorité de langue maternelle russe, ne possèdent pas la nationalité lettone mais n'étant pas ressortissantes d'un autre pays, sont sans nationalité et la plupart possèdent un passeport de « *non-citoyens lettons* ». Ce statut leur donne le droit de résider dans le pays et l'accès aux services sociaux. Les « *non-citoyens* » ne sont cependant pas autorisés à voter aux élections nationales et locales ou à travailler dans la police ou l'armée. Ils doivent obtenir un visa pour se rendre dans certains pays.

Lors de l'indépendance du 21 août 1991, seuls les habitants du pays ayant été citoyens lettons avant la Se-

conde Guerre mondiale (et leurs descendants) ont eu le droit d'acquérir automatiquement la nationalité lettone. De nombreuses personnes, ayant quitté le pays ou immigrée d'Union soviétique, se sont retrouvées apatrides. En 1994, une première loi les autorisait à demander la nationalité lettone par naturalisation. En 1998, une nouvelle loi facilitait l'accès à la citoyenneté. Obtenir la nationalité lettone nécessite des conditions : il est obligatoire de résider dans le pays depuis 5 ans au minimum, naturellement de parler le Letton et de connaître l'histoire, la culture et la Constitution du pays. Enfin, les nouveaux citoyens doivent prêter serment et renoncer à leur ancienne nationalité. En 2008, le Président russe Dmitri Medvedev a signé un décret qui simplifie les demandes de visas pour les anciens citoyens soviétiques résidents en Lettonie et en Estonie, une mesure qui a suscité de nombreuses critiques dans les deux Républiques baltes et qui met en évidence le jeu trouble joué par la Russie face à ce délicat problème résultant de l'occupation soviétique.

Le professeur d'économie à la Stockholm School of Economics de Riga, Vyacheslav Dombrovski, se montre très critique sur la façon dont a été gérée la situation après l'indépendance. « Soit ils interdisaient aux Russes de voter, soit ils garantissaient le droit de vote à tous sans restriction. Ils ont choisi l'entre-deux alors aujourd'hui, ils ont le vote ethnique » analyse-t-il. « *Les Russes sont insatisfaits parce qu'ils n'ont pas les mêmes droits que les Lettons, alors ils votent « russe ».* Les Lettons de leur côté sont mécontents parce que les Russes qui vivent dans le pays n'apprennent pas le letton, alors ils votent « letton » » précise-t-il. Aussi les partis politiques lettons se déterminent de plus en plus en fonction des intérêts d'un groupe ethnique déterminé et le clivage droite-gauche s'estompe souvent devant cet état de fait.

Les partis lettons sont favorables à l'économie de marché et à l'intégration européenne. Les principales différences tiennent essentiellement aux enjeux qu'ils choisissent de mettre en avant. « *«Sortir du communisme» est le slogan des Lettons qu'effraie tout ce qui vient de la gauche. C'est un sentiment profond qui remonte à plusieurs générations. La gauche est perçue comme proche du passé, de l'Union soviétique et de*

toutes les choses terribles qui se sont passées durant le temps de l'URSS » affirme Aigars Freimanis, directeur de l'institut d'opinion Latvijas Fakti. Les valeurs social-démocrates sont à la hausse depuis la récente crise économique internationale. Le Parlement a voté une loi sur la langue lettone qui oblige les médias à diffuser 65% de leurs programmes en letton (et au moins 40% entre 6h du matin et 11h du soir). Le gouvernement s'est fixé pour objectif que l'ensemble de la population du pays parle couramment le letton d'ici 2030.

Le système politique letton

Les 100 membres de la Saeima sont depuis 1998 élus pour 4 ans au scrutin proportionnel selon la méthode de Sainte-Laguë. Tout parti politique doit recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté au Parlement. Pour les élections législatives, la Lettonie est divisée en 5 districts électoraux : Riga, Vidzeme, Latgale, Zemgale et Kurzeme. Le nombre de sièges à pourvoir dans chaque circonscription est fixé par la Commission centrale électorale quatre mois avant le vote en fonction des effectifs du Registre de la population. Les candidats au scrutin législatif doivent être âgés d'au moins 21 ans. Depuis 2009, les personnes ayant travaillé comme techniciens dans les anciens services de sécurité soviétiques sont autorisés à se présenter aux élections. Par ailleurs, les candidatures multiples sont désormais interdites : toute personne ne peut se présenter que dans une seule circonscription.

7 partis politiques sont représentés à la Saeima :

- Le Parti populaire (TP), actuellement dans l'opposition, positionné à droite sur l'échiquier politique et fondé en 1998 par l'homme d'affaires et ancien Premier ministre (1995-1997 et 1999-2000) Andris Skele qui en est toujours le leader. Le parti compte 23 députés ;
- L'Union des Verts et des paysans (ZZS), présidée par Augusts Brigmanis qui regroupe l'Union des paysans lettons et le Parti, compte 18 sièges ;
- Nouvelle ère (JL), parti du Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis situé à droite sur l'échiquier politique, compte 18 députés ;
- Le Centre de l'harmonie (SC), parti russophone successeur du Parti communiste de la République soviétique socialiste de Lettonie et dirigé par l'ancien

journaliste de la First Baltic Channel et actuel maire de Riga, Nils Usakovs, a obtenu 17 sièges ;

- Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), dirigé depuis novembre 2009 par Ainars Slesers, siège dans l'opposition avec 10 députés ;

- L'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK), parti nationaliste et libéral dirigé par Roberts Zile, possède 8 sièges ;

- Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie (PVTCL), parti situé à gauche sur l'échiquier politique, défenseur de la minorité russophone et dirigé conjointement par la députée européenne Tatiana Zdanoka et Jakovs Pliners, compte 6 députés.

Le Parlement letton a adopté une loi qui introduit le financement des partis politiques par l'Etat. Tout parti ayant recueilli au moins 2% des suffrages exprimés lors des élections législatives recevra chaque année 0,5 lats (0,71 €) par voix. Le Centre de l'harmonie (SC) a été le seul parti à voter contre cette loi déclarant qu'il était « cynique et amoral d'accepter une telle mesure alors que des gens meurent de faim ». La Lettonie est le seul pays de l'Union européenne à ne pas disposer de législation sur les subventions accordées aux partis politiques. Par conséquent, la forte dépendance des partis envers les oligarques, voire des financements venus de l'étranger, constitue l'un des principaux problèmes du pays. Les chefs d'entreprise ont été rapidement intégrés dans les mouvements et partis politiques qui se sont créés au moment de la chute du communisme et de l'accession à l'indépendance. Ils sont toujours fortement représentés dans les institutions empêchant à la fois le système politique de s'autonomiser (les partis ne sont pas considérés comme des institutions publiques) et entravant l'émergence d'une véritable société civile.

Un échiquier politique recomposé

5 grandes forces politiques seront en concurrence le 2 octobre prochain.

Le 6 mars dernier, Nouvelle ère dirigée par Solvita Aboltina, l'Union civique, parti composé de membres de Nouvelle ère qui ont quitté le parti il y a 2 ans et d'indépendants présidé par Girts Valdis Kristovskis, conseiller municipal de Riga, et la Société pour une autre politique (SCP), conduite par Aigars Stokenbergs, ont formé « Unité » (Vienotoba).

Le 10 février dernier, le Parti de l'harmonie nationale, le Nouveau centre et le Parti social-démocrate ont formé « l'alliance du Centre de l'harmonie ».

Le 26 avril, le Parti populaire, Premier de Lettonie-Voie lettone, Pour une meilleure Lettonie dirigé par le directeur de la chaîne de télévision LNT, Andrejs Ekis, et 3 partis régionaux (dont le Peuple de Latgale, LT, Rezekne uni, VR et Pour le district d'Ogre, ON) se sont unis au sein d'un mouvement appelé « Pour une bonne Lettonie ».

Le 28 mai, Unité a refusé d'intégrer en son sein l'Union pour la patrie et la liberté et le parti d'extrême droite, Tous pour la Lettonie (VL) de Ratvis Dzintars ; les deux partis se sont alors unies dans l'alliance « Union nationale ».

Outre ces 4 coalitions, on trouve également « l'Union des Verts et des paysans » présidée par Augusts Brigmanis qui regroupe l'Union des paysans lettons et le Parti vert auxquels s'est joint en juin dernier le parti Pour la Lettonie et Ventspils.

Unité

Les fondateurs d'Unité veulent consolider les forces politiques et sociales lettones fondée sur des valeurs communes et une organisation unitaire. Ils souhaitent créer une nouvelle culture politique et bâtir une « Lettonie juste et européenne ».

Selon le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis, le pays fait face à deux problèmes majeurs : la faible compétitivité de ses entreprises et leur incapacité à exporter. « Unité » se bat pour une réforme du secteur public et de la fiscalité. Le chef du gouvernement veut réduire les dépenses publiques, limiter le déficit budgétaire et augmenter les impôts pour répondre aux exigences de ses bailleurs (notamment le FMI et l'Union européenne). « Une partie de la réduction des dépenses sera couverte par la croissance économique et une hausse correspondante des taxes » a-t-il affirmé. Valdis Dombrovskis a déclaré qu'il ne procéderait plus à aucune nouvelle réduction de salaires dans la fonction publique. Il a indiqué qu'il envisageait, après le vote du budget de 2011, de vendre des parts que possède l'Etat dans la banque Citadele pour augmenter les revenus du pays.

Sandra Kalniete, députée européenne, figure historique de l'indépendance du pays, premier commissaire européen letton et ancien ministre des Affaires étrangères, l'une des personnalités les plus respectées de Lettonie, désire faire d'Unité une force politique représentant la majorité de la société, la classe moyenne, les actifs et les patriotes. « *Je pense que la Lettonie a besoin de stabilité politique et de gouvernements qui durent, ce qui veut dire des partis et des syndicats plus importants et des coalitions plus claires et plus solides ; par conséquent, nous devons nous entendre avec nos rivaux sur la scène politique sur le fait qu'à l'issue des élections législatives, le parti qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages doit être celui qui formera le gouvernement. Cela doit devenir un principe* » a-t-elle déclaré. Son parti, l'Union civique, a proposé de modifier le système électoral en augmentant le nombre de circonscriptions et en autorisant l'élection des maires et du Président de la République au suffrage universel direct. Le Chef de l'Etat est, en Lettonie, désigné par le Parlement.

Le président de l'Union civique, Girts Valdis Kristovskis, conduira la liste d'Unité à Riga ; le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis celle du district de Vidzeme ; la leader de Nouvelle ère Solvita Aboltina celle de Kurzeme (Courlande) ; Sarmite Elerte, ancienne rédactrice en chef du quotidien Diena et présidente de la Société Meierovics pour une réforme progressive, celle de Zemgale et Aleksejs Loskutovs, ancien chef du service anticorruption et membre de la Société pour une autre politique, celle de Latgale. Solvita Aboltina a déclaré que son parti soutenait l'engagement de personnalités de la société civile qu'il voit « *comme la possibilité d'augmenter la confiance publique dans les partis et dans le système politiques* ».

Deux problèmes devraient toutefois rapidement se poser à Unité : le bloc comprend de nombreux partis, ce qui peut s'avérer compliqué à gérer ; et il s'est coupé de l'alliance du Centre de l'harmonie comme du mouvement Pour une bonne Lettonie et ne peut par conséquent envisager une alliance post-électorale avec aucun de ces deux autres blocs.

Le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis avait émis le souhaite d'une coopération avec le Centre de

l'harmonie mais l'aile droite de Nouvelle ère a refusé de l'envisager. Depuis la victoire du Centre de l'harmonie aux dernières élections municipales du 7 juin 2009, le leader de l'Union civique, Girts Valdis Kristovskis a quelque peu modifié sa position envers le parti de gauche. « *Nous verrons les leçons que nous pouvons tirer de l'administration de Riga ces prochaines années* » a-t-il indiqué. L'Union civique exige cependant que le Centre de l'harmonie change de position sur l'histoire récente de la Lettonie. « *Ils doivent montrer davantage de flexibilité et sortir de leur position actuelle qui dresse un bilan positif de l'occupation du pays. Pour moi, c'est essentiel. La moitié de ma famille a été tuée ou déportée durant la première année de l'occupation soviétique* » a-t-il déclaré.

Pour une bonne Lettonie

Andris Skele, leader du parti populaire, a exprimé le souhait que Pour une bonne Lettonie rassemble des actifs de talent à l'esprit d'entreprise capables de construire un meilleur environnement politique, économique et culturel. « *En rassemblant les meilleurs esprits du pays, nous pouvons amener le changement. C'est notre devoir de faire tous les efforts pour parvenir à ce que dans trois ans, la crise ne soit plus qu'un souvenir* » a-t-il indiqué. Il a affirmé que le Parti populaire a abandonné l'attitude arrogante qui était la sienne pendant plusieurs années. Beaucoup d'analystes voient dans cette alliance entre le Parti populaire et Premier de Lettonie-Voie lettone un mariage d'intérêt : Ainars Slesers dont le parti est puissant à Riga a besoin des votes des petites villes et des campagnes et Andris Skele, dont le parti est à la peine dans les enquêtes d'opinion, souhaite maintenir l'assise de son parti.

Pour une bonne Lettonie a déposé la liste de ses 115 candidats qui comprend 90 hommes et 25 femmes. Ainars Slesers mènera la liste à Riga ; Rita Strode, vice-maire de Daugavpils, celle de Latgale ; l'ancien Premier ministre (1995-1997 et 1999-2000) Andris Skele celle de Zemgale ; Ainars Bastiks, celle de Kurzeme et l'ancien Président de la République (1993-1999), Gundis Ulmanis, celle de Vidzeme. L'ancien Chef de l'Etat fait donc son retour sur la scène politique. « *Je continue à faire ce que je faisais de façon plus intense. Je ne veux pas me limiter à commenter, critiquer ou évaluer* » a-t-il déclaré le 12 juin dernier.

Ainars Slesers, candidat au poste de Chef du gouvernement, ne se reconnaît qu'un seul adversaire : le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis. « *J'ai beaucoup de respect pour Janis Urbanovics (Centre de l'harmonie) mais il ne sera jamais Chef du gouvernement. Nous coopérerons avec le Centre de l'harmonie au Parlement mais Janis Urbanovics ne sera pas le prochain Premier ministre* » a-t-il déclaré. Selon lui, le Centre de l'harmonie a déjà la lourde tâche de gérer Riga. « *Si le peuple accepte l'occupation financière de la Lettonie, Valdis Dombrovskis restera Premier ministre. Mais s'il veut défendre les intérêts nationaux, je suis prêt à servir la nation lettone* » a-t-il ajouté. En cas de victoire de son parti le 2 octobre prochain, Andris Skele devrait occuper le poste de ministre des Finances.

Le leader du Parti populaire met en avant l'importance du modèle traditionnel de la famille. Il souhaite faire économiser 1 000 lats (1 400 €) à chaque jeune qui travaille et paie des impôts de façon à réduire l'émigration des jeunes. Il désire rendre obligatoire les cours de lecture de Bible à l'école (dont les non chrétiens et les athées seraient dispensés s'ils forment leur demande par écrit). « *En dépit de la séparation de l'Eglise et de l'Etat par la Constitution lettone, la chrétienté est une valeur fondatrice de l'identité européenne et la première qui régit les relations humaines* » affirment les auteurs du projet de loi.

Les deux partis sont favorables à une réduction de la bureaucratie, à une baisse des impôts et à un soutien à l'entrepreneuriat et la création de nouveaux emplois. La coalition, qui se bat pour la disparition du déficit budgétaire, souhaite voir la Lettonie cesser d'emprunter de l'argent à l'étranger et dénonce régulièrement la coopération avec le FMI et l'Union européenne. Andris Skele a suggéré de vendre certaines des entreprises nationales telles que l'Office national des forêts (LVM), la compagnie d'électricité Latvenergo ou l'entreprise de télécommunications Lattelecom. « *Notre modèle est l'Irlande, pays où les hommes politiques et les hommes d'affaires se sont unis pour assurer le développement du pays* » indique Ainars Slesers.

Union nationale

Union nationale, fortement nationaliste, s'est fixé pour objectif de faire de la Lettonie un Etat de droit démocratique et national qui préserve les valeurs lettones et met fin aux conséquences de l'occupation et de la colonisation du pays. « *Nous souhaitons consolider l'idéologie nationaliste aux élections et pour parvenir à accomplir notre but – la création d'une Lettonie lettone –, notre parti a décidé de coopérer avec Tous pour la Lettonie* » a indiqué le leader de l'Union pour la patrie et la liberté, l'ancien ministre de la Justice, Gaidis Berzins. « *La situation politique de la Lettonie où des groupes pro-russes se renforcent activement autour du Centre de l'harmonie exige de chacun de faire tout ce qui est de son possible pour assurer la représentation la plus grande des partis lettons au Parlement* » a-t-il ajouté. « *Je suis confiant sur le fait que la coopération entre partis nationalistes permettra la défense des intérêts nationaux, fera la différence et empêchera les partis favorables au Kremlin de prendre le pouvoir lors des élections législatives, nous avons la possibilité de renforcer la Lettonie lettone et la prospérité économique du pays* » a déclaré le leader de Tous pour la Lettonie, Ratvis Dzintars. Gaidis Berzins conduira la liste à Kurzeme ; Imants Paradnieks à Zemgale et Peteris Tabuns à Latgale.

L'Union nationale est défavorable à une réforme fiscale mais souhaite voir l'impôt sur le revenu baisser et les taxes sur le capital augmenter. Elle est favorable à une hausse des taxes foncières pour assainir le marché immobilier. Roberts Zile, leader de l'Union pour la patrie et la liberté, sera le candidat de l'Union nationale au poste de Premier ministre. « *Notre union procure un idéal à ceux qui n'ont pas perdu confiance dans les idéaux d'un Etat letton socialement juste* » a-t-il affirmé, ajoutant. « *Nous avons demandé à chaque parti de dire publiquement qu'ils ne collaboreront pas avec le Centre de l'harmonie. Aucun leader politique n'a accepté de faire une telle déclaration. Nous sommes donc les seuls à affirmer que nous n'accepterons de siéger dans une coalition gouvernementale qui comprendrait également le Centre de l'harmonie. Plus nos résultats seront élevés et plus nous pourrons empêcher cette formation d'accéder au pouvoir* ».

Union des Verts et des paysans

Aivars Lembergs, maire de Ventspils, premier port du pays et aboutissement de la principale voie de transit du commerce russe à travers la Lettonie, est le candidat au poste de Premier ministre de la coalition rassemblant l'Union des Verts et des paysans et Pour la Lettonie et Ventspils. L'homme, qui fait partie de la liste des hommes les plus riches du pays, est poursuivi par la justice depuis de nombreuses années. Il est accusé de corruption et de blanchiment d'argent dans des transactions ayant eu lieu entre 1993 et 1995. On le soupçonne d'avoir perçu 453 000 lats (640 000 €) de dividendes de la part d'une compagnie suisse d'investissement, Multinord AG.

Le 22 juillet dernier, Aivars Lembergs annonçait qu'il ne serait pas candidat aux élections législatives. « *J'ai décidé de ne pas me présenter au scrutin. Cela a été une décision difficile pour moi parce que les enquêtes d'opinion montrent que je bénéficie d'un grand soutien. Mais j'ai confiance et sais que l'Union des Verts et des paysans va remporter les élections législatives. Je pense toutefois que mon travail au Parlement serait moins utile que celui que j'effectue à la mairie de Ventspils* » a-t-il déclaré. Cette décision est cependant un coup dur pour le parti tant Aivars Lemberg bénéficie du soutien populaire. « *Cela ne fait aucune différence qu'il soit ou non sur la liste. Il reste notre candidat au poste de Premier ministre, ce qui est ce sur quoi se prononcent en priorité les électeurs* » a affirmé Augusts Brigmanis, qui espère que l'Union des Verts et des paysans recueillera 20 sièges au Parlement.

Aivars Lemberg a dénoncé la main mise de « *l'oligarchie de la finance internationale* » sur la Lettonie. Il a affirmé que le gouvernement avait pris dans le plus grand secret des engagements à l'égard des institutions internationales, sans en informer les partis politiques au pouvoir ni surtout le peuple letton. « *La Lettonie a déjà été vendue* » répète-t-il, assurant que plusieurs entreprises nationales seront vendues par le Premier ministre Valdis Dombrovskis et le ministre des Finances Einars Repse après les élections pour éponger les dettes. Aivars Lembergs a déclaré qu'il ne voyait aucune objection à ce que son parti coopère avec le Centre de l'harmonie après les élections législatives du 2 octobre prochain.

Pour les élections législatives du 2 octobre prochain, l'Union des Verts et des paysans a fait appel à de nouvelles têtes possédant « *une éducation européenne et une pensée moderne* » selon les mots de son président. Le ministre sortant de l'Environnement, Raimonds Vejonis, conduira la liste à Riga ; le président de la Saiema, Gundars Daudze, à Kurzeme ; Augusts Brigmanis à Zemgale ; Stanislavs Skesters à Latgale et Janis Duklavs à Vidzeme.

Centre de l'harmonie

Le Centre de l'harmonie, dirigé par Janis Urbanovics, candidat au poste de Premier ministre, est la seule alliance positionnée à gauche sur l'échiquier politique. Si les partis qui la composent ne sont ni nostalgiques de l'ex-Union soviétique ou révisionnistes comme certains partis russophones, la position du Centre de l'harmonie sur les enjeux dont il a fait ses priorités (langue, citoyenneté et position de la Lettonie sur la scène internationale) diffèrent de ceux des autres partis. Janis Urbanovics ne s'intéresse pas aux seuls électeurs russophones et sous sa direction, son parti a opéré plusieurs changements : bannissement du drapeau rouge, modération de sa position sur l'utilisation et la reconnaissance de la langue russe, etc. « *Nous ne sommes pas un parti pro-Moscou, nous sommes un parti letton indépendant. Nous n'acceptons pas l'approche ethnique et nous n'acceptons pas la manipulation de la Lettonie au nom de la géopolitique. Mais il est idiot lorsque l'on a un voisin aussi puissant que la Russie de ne pas en tenir compte. Toutes les grandes entreprises rêvent du marché russe* » affirme ainsi Boris Cilevic, député.

Le Centre de l'harmonie s'oppose à la baisse des pensions de retraites ainsi qu'à la poursuite de la hausse de la TVA. Il affirme que l'on ne pourra mettre fin à l'évasion fiscale tant que les Lettons ne pourront être certains que les impôts dont ils s'acquittent leur reviennent vraiment. Il souhaite augmenter le revenu non imposable à partir de 2013. Janis Urbanovics affirme que le vote du prochain budget montrera que la crise économique est loin d'être terminée et que la hausse récente des exportations (celles-ci ont augmenté de 22% durant les cinq derniers mois comparé à la même époque de l'année 2009 selon un rapport d'Eurostat) n'est que « *le résultat de manipulations mathématiques* ».

Élections législatives en Lettonie

2 octobre 2010

Si le Centre de l'harmonie bénéficie de bons résultats dans les enquêtes d'opinion, il reste isolé. Lors des élections municipales du 7 juin 2009, il a fait alliance avec Premier de Lettonie à Riga. Son leader, Ainars Slesers, et le maire de la ville, Nils Ushakov, ont signé un partenariat stratégique pour diriger la capitale.

Sandra Kalniete a qualifié le parti de « *syndicat soutenu par Moscou* » ; l'ancienne Présidente la République (1999-2007) Vaira Vike-Freiberga, personnalité de dimension internationale dont le mandat à la tête de l'Etat demeure la référence pour la grande majorité des Lettons, a déclaré que si elle était à la tête du pays, elle demanderait aux autorités de poursuivre le leader du Centre de l'harmonie, qui, selon elle, a laissé entendre qu'il pourrait être à l'origine de violences ethniques si son parti pour former la prochaine coalition gouvernementale.

Largement en tête jusqu'à il y a encore quelques semaines, le Centre de l'harmonie accuse une légère baisse dans les enquêtes d'opinion les plus récentes. Le dernier sondage publié le 31 août dernier le crédite de 14,43% des voix et de 30 sièges, soit juste un peu mieux que la coalition Unité qui recueillerait 13% des suffrages (31 sièges). Le recul du Centre de l'harmonie pourrait s'expliquer par la hausse d'un autre parti russophone, Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie. Hormis ces deux partis, cinq autres partis devraient passer le seuil des 5% de suffrages exprimés obligatoires pour entrer au Parlement. Il s'agit de l'Union des Verts et des paysans, du Parti populaire et de Premier de Lettonie-Voie lettone rassemblés dans la coalition Pour une bonne Lettonie et de l'Union pour la patrie et la liberté et de Tous pour la Lettonie, membres de l'Union nationale. Cependant, à un mois du scrutin, environ un cinquième des électeurs sont toujours indécis quant à leur vote.

Rappel des résultats des élections législatives du 7 octobre 2006 en Lettonie

Participation : 61,88%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges
Parti populaire (TP)	177 481	19,56	23
Union des Verts et des paysans (ZZS)	151 595	16,71	18
Nouvelle ère (JL)	148 602	16,38	18
Centre de l'harmonie (SC)	130 887	14,42	17
Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC)	77 869	8,58	10
Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK)	62 989	6,94	8
Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie (PVTCL)	54 684	6,03	6
Parti du travail social-démocrate (LSDSP)	31 728	3,50	0
Patrie (D)	18 860	2,08	0
Tous pour la Lettonie (VL)	13 469	1,48	0
Autres	33 501	3,68	0

Source : Commission électorale centrale de Lettonie
<http://www.cvk.lv/cgi-bin/wdbcgiw/base/saeima9.GalRezS9.vis>

Élections législatives en Lettonie

Le point à une semaine du scrutin

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 2 octobre prochain, les Lettons désigneront les 100 membres de la Saeima, Chambre unique du Parlement.

Pour ce scrutin, la plupart des partis politiques se sont regroupés au sein de 5 coalitions :

- Unité (Vienotoba) rassemble Nouvelle ère (JL), parti du Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis dirigé par Solvita Aboltina, l'Union civique (PS), présidé par Girts Valdis Kristovskis, conseiller municipal de Riga, et la Société pour une autre politique (SCP) ;
- Centre de l'harmonie (SC) regroupe le Parti de l'harmonie nationale, le Nouveau centre et le Parti social-démocrate ;
- Pour une bonne Lettonie réunit le Parti populaire (TP), Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), Pour une meilleure Lettonie et 3 partis régionaux (le Peuple de Latgale, LT, Rezekne uni, VR et Pour le district d'Ogre, ON) ;
- Union nationale est composée de l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) et du parti d'extrême droite, Tous pour la Lettonie (VL) ;
- enfin, l'Union des Verts et des paysans (ZZS) présidée par Augusts Brigmanis, regroupe l'Union des paysans lettons, le Parti vert et Pour la Lettonie/Ventspils.

Economie la plus dynamique d'Europe il y a encore quelques années, la Lettonie a été très affectée par la crise économique de 2008. Le « tigre balte » a été sauvé de la faillite en décembre 2008 par les prêts (5,27 milliards de lats, soit 7,05 milliards €) que lui ont accordé conjointement le FMI et l'Union européenne, ainsi que les pays nordiques, la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD). Le gouvernement, dirigé par Ivars Godmanis (Premier de Lettonie-Voie lettone, LPP-LC jusqu'au 20 février 2009), puis par Valdis Dombrovskis (JL), a mis en place des politiques de grande rigueur (coupes budgétaires, baisse des salaires et des pensions de retraite, diminution du nombre de fonctionnaires et augmentation des impôts) pour lutter contre la crise. Ces mesures commencent à porter leurs fruits et le représentant du FMI en Europe centrale et orientale, Mark Allen, a déclaré être « très impressionné » par tout ce que le gouvernement de Valdis Dombrovskis a réalisé.

L'agence de notation Fitch a d'ailleurs relevé la note de la Lettonie (BB +), la situation du pays passant ainsi de

« négative » à « stable ». Fitch a souligné que la politique d'austérité, douloureuse mais nécessaire, mise en oeuvre par la coalition gouvernementale a contribué à diminuer les déséquilibres de l'économie lettone. La hausse des exportations, due à la baisse des salaires (-22,7% durant le 1er trimestre), est la principale raison de l'amélioration de la santé économique du pays. Fitch estime que la croissance du PIB lettone devrait encore décliner de 2% cette année avant de croître de 2% en 2011 et de 3% en 2012 ; elle a également annoncé que la Lettonie ne pourrait, selon elle, adopter l'euro avant 2014.

« Ces déclarations sont très importantes pour les investisseurs financiers et la communauté internationale qui a approuvé le travail effectué par la Lettonie pour surmonter la crise économique » a déclaré le ministre des Finances, Einars Repse (JL). Le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis a déclaré que son gouvernement était parvenu à faire évoluer la structure de l'économie lettone : la croissance des exportations et

de la production industrielle ont remplacé la politique de crédit facile, la croissance par la consommation et la bulle immobilière. « *S'il n'y a pas de mauvaises surprises, la note de la Lettonie sera relevée après les élections législatives et l'adoption du budget 2011* » a-t-il affirmé.

Le Bureau des statistiques de Lettonie a annoncé le 31 août dernier que les traitements et les salaires avaient augmenté de 2,9% durant le 2^e trimestre 2010 (+ 6,4% dans le secteur public et + 0,6% dans le privé).

Début septembre, les représentants des principaux partis politiques ont promis de concert de ne pas augmenter les impôts durant la prochaine législature. Certains partis cependant souhaitent modifier le système fiscal de façon à abaisser les charges sur le travail et à taxer davantage la consommation et les biens immobiliers. Selon Ilmars Rimsevics, gouverneur de la Banque centrale de Lettonie, les partis politiques peinent à détailler leur programme économique en raison des décisions impopulaires qu'ils auront nécessairement à prendre s'ils arrivent au pouvoir. « *Les programmes électoraux devraient tous faire état d'un plan d'action. Ce n'est pas le cas. Les journalistes demandent souvent aux hommes politiques « dites-nous comment vous allez trouver ces 350 ou 400 millions de lats dont vous avez besoin pour boucler le budget ? » Mais personne ne répond. Un véritable plan d'action devrait répondre aux questions suivantes : quels objectifs en matière de revenus ? Quelles mesures vont-elles être prises pour les remplir ? Quelles seront les dépenses prioritaires du gouvernement ?* » a déclaré l'auditrice générale du pays, Inguna Sudraba.

Au cours d'un débat télévisé, le ministre de l'Économie Artis Kampars (JL) a indiqué que son parti investirait 3 milliards de lats (4,2 milliards €) dans l'économie nationale s'il remporte les élections. Il a expliqué que 2,5 milliards proviendraient des fonds structurels de l'Union européenne et 500 millions de l'État. Martins Zemitis, membre de la coalition Pour une bonne Lettonie, a affirmé au cours de ce débat que la victoire de son parti permettrait à la Lettonie de passer de la 29^e au top ten dans le classement des pays les plus compétitifs réalisé par la Banque mondiale. Sans préciser comment son parti parviendrait à réaliser une

telle chose, il a encore indiqué que celui-ci créerait 150 000 nouveaux emplois. Le candidat de Pour une bonne Lettonie au poste de Premier ministre, Ainars Slesers, a affirmé dans l'émission télévisée 900 secondes qu'il avait la certitude que le gouvernement négociait en secret la privatisation, d'ici 2012, d'entreprises actuellement détenues par l'État. « *Pourquoi mettre en place un groupe de travail sur les privatisations si l'on ne prévoit pas de privatiser des entreprises ?* » s'est-il interrogé affirmant que tout était prêt pour que la vente des entreprises nationales ait lieu.

En mars dernier, le gouvernement a mis en place un groupe de travail chargé d'analyser des possibilités de coter en bourse les entreprises appartenant à l'État, mais le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis a catégoriquement nié avoir un tel projet. « *Mon gouvernement est clair. La loi sur les privatisations stipule qu'un certain nombre d'entreprises ne peuvent être privatisées, par exemple la compagnie nationale d'électricité Latvenergo et l'Office national des forêts (LVM). Nous n'avons pas l'intention de modifier cette liste. Il n'y a pas de protocole secret avec le FMI* » a-t-il déclaré.

En Lettonie où près de 30% des 2,3 millions d'habitants sont russophones, le clivage entre « Lettons » et « Russes » reste, près de 20 ans après l'indépendance du pays (1991), un enjeu politique, dûment entretenu par le grand voisin russe. « *Les partis lettons ont admis qu'ignorer les partis russophones et ne jamais leur permettre de participer à une coalition gouvernementale avaient été une erreur* » a déclaré Aigars Freimanis, directeur de l'institut d'opinion Latvijas Fakti. Celui-ci affirme que l'influence de la Russie est croissante en Lettonie, notamment dans les médias, et que l'ensemble des partis du pays reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer les relations avec Moscou. « *Les gens sont habitués les uns aux autres. Il y a maintenant des familles mixtes, des entreprises mixtes* » souligne-t-il. Toutefois, le candidat au poste de Premier ministre de la coalition « Pour une bonne Lettonie », Ainars Slesers et l'ancien Premier ministre (2004-2007) Ainars Kalvītis (TP) ont rejeté la possibilité que Janis Urbanovics (SC) devienne un jour Premier ministre.

Le leader du Parti populaire, Andris Skele, a indiqué que « *Pour une bonne Lettonie* » considérerait « *Unité* »

et « *l'Union des verts et des paysans* » comme des partenaires éventuels de coalition, mais que « *Pour une bonne Lettonie* » pourrait, « *si elle se trouvait dans une impasse politique* », envisager de négocier avec le Centre de l'harmonie.

Delna, branche lettone de l'organisation de lutte contre la corruption Transparency international, a ouvert le 13 septembre dernier une base de données recensant des informations sur 212 des candidats aux élections législatives du 2 octobre prochain. L'étude est fondée sur 6 critères : mention du candidat dans un conflit d'intérêt, comportement contraire à l'éthique, charges de corruption, changement fréquent d'affiliation politique, nomination douteuse à des conseils d'entreprises locales ou nationales et transactions financières obscures. 88 des 212 candidats sont concernés par un (ou plusieurs de) ces critères : 24 issus de « *Pour une bonne Lettonie* », 18 pour « *Unité* », 16 pour « *Union nationale* » et 16 pour « *Union des Verts et des paysans* », 7 pour « *Centre de l'harmonie* » et 7 pour le parti « *Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie (PVTCL)* ». Cette base de données est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.kandidatuzdelnas.lv>

Delna met l'accent sur 4 candidats : Andris Skele et Ainars Slesers, leaders de la coalition « *Pour une bonne Lettonie* » qui rassemble de nombreux oligarques, Aivars Lembergs (ZZS) et Ainars Melders (Union nationale). Ainars Slesers et Aivars Lembergs sont tous deux candidats au poste de Premier ministre.

Selon Aigars Freimanis, le nombre et la variété des partis politiques constituent l'un des principaux problèmes de la Lettonie. Les coalitions gouvernementales ont été si nombreuses depuis l'indépendance du pays en 1991 que tous les partis politiques ont, un jour, été au gouvernement. De même, chacun accuse régulièrement ses partenaires de gouvernement d'être responsables des erreurs commises.

Aigars Freimanis espère beaucoup du changement de génération qui ne manquera pas d'advenir au sein de la classe politique. « *Les personnalités qui ont débuté leur carrière au temps de l'URSS vont disparaître. Les nouveaux leaders auront d'autres habitudes et des principes différents. L'influence des tycoons locaux comme*

Aivars Lembergs, Andris Skele ou Ainars Slesers va décroître à mesure qu'ils vieilliront. Le critère ethnique ne constituera plus le principal facteur de vote, les électeurs s'intéresseront davantage au programme économique des partis. Tout cela n'arrivera pas d'un seul coup ; la démocratie est récente en Lettonie et le pays doit encore grandir » a-t-il précisé.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a envoyé une mission de 14 personnes, conduite par Nikolai Vulchanov, pour surveiller le scrutin du 2 octobre.

Les coalitions « *Unité* » et « *Centre de l'harmonie* » se disputent la première place dans les dernières enquêtes d'opinion. Les instituts Latvijas Fakti et Nikolo grupa placent la coalition russophone en tête, tandis que Factum estime que ce sera « *Unité* ».

« *Unité* » recrute, parmi l'électorat letton, les personnes les plus âgées et les plus diplômées ainsi que les catégories socioprofessionnelles les plus élevées. En revanche, le Centre de l'harmonie séduit en majorité les russophones et les catégories socioprofessionnelles les plus modestes.

En troisième position, on trouve « *l'Union des verts et des paysans* » suivie de « *Pour une bonne Lettonie* » et enfin « *l'Union nationale* ».

« *Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie* », autre parti russophone, et le Dernier parti, dont le candidat au poste de Premier ministre est... un ours en peluche, pourraient dépasser le seuil des 5% des suffrages obligatoires pour être représenté à la Saeima.

Près de la moitié des électeurs se déclarent encore indécis. Si l'on en croit les enquêtes d'opinion, la participation devrait être plus élevée que celle enregistrée lors des dernières élections du 7 octobre 2006.

« *Nous vivons un moment où chacun d'entre nous doit renoncer à quelque chose (une partie de son salaire ou de ses bénéfices) pour que l'on sorte de la crise, c'est pourquoi j'espère que les hommes politiques sauront se montrer très prudents, voire durs, dans leurs propos* » a déclaré le Président de la République Valdis Zatlers, qui a demandé aux électeurs d'exiger des réponses concrètes à leurs questions de la part des hommes politiques et de voter « *de façon sage* » dans l'espoir que

les élections « témoignent de la responsabilité et de la maturité civique » des Lettons. Très soucieux de la stabilité politique du pays, le Chef de l'Etat a prévu de s'adresser à la nation la veille du scrutin pour mobiliser les électeurs.

Quel qu'il soit, le prochain gouvernement du pays devra prendre des décisions difficiles. La Lettonie, à la croisée des chemins en matière de développement économique et politique, a impérativement besoin de réformes structurelles pour assurer son avenir.

Élections législatives en Lettonie

2 octobre 2010

Résultats

La coalition de centre droit Unité emmenée par le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis gagne largement les élections législatives en Lettonie

Les électeurs lettons ont déjoué les prévisions des instituts d'opinion en votant de façon massive pour la coalition Unité (Vienotoba) emmenée par le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis lors des élections législatives organisées le 2 octobre. Unité, alliance de trois partis – Nouvelle ère (JL), parti du Chef du gouvernement dirigé par Solvita Aboltina, l'Union civique (PS), présidée par Girts Valdis Kristovskis, et la Société pour une autre politique (SCP) – a recueilli 30,72% des suffrages et 33 sièges à la Saeima, Chambre unique du Parlement.

Le Centre de l'harmonie (SC), coalition d'opposition de gauche regroupant le Parti de l'harmonie nationale, le Nouveau centre et le Parti social-démocrate dirigée par Janis Urbanovics, est arrivé en 2^e position, en progression par rapport au scrutin législatif du 7 octobre 2006, avec 25,69% des voix (29 sièges). Les deux blocs électoraux étaient donnés au coude à coude par les sondages jusqu'à la veille du scrutin.

L'Union des paysans et des verts (ZZS), qui regroupe l'Union des paysans lettons, le Parti vert et Pour la Lettonie/Ventspils, est arrivée en 3^e position avec 19,42% des suffrages (22 sièges).

Vient ensuite la coalition Pour une bonne Lettonie qui réunit le Parti populaire (TP) d'Andris Skele, Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC) d'Ainars Slesers, Pour une meilleure Lettonie et trois partis régionaux qui a obtenu 7,55% des voix (8 sièges), soit un résultat égal à celui de l'alliance Union nationale composée de l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) de Roberts Zile et du parti d'extrême droite, Tous pour la Lettonie (VL).

Enfin, Pour les droits de l'homme dans une Lettonie

unie (PVTCL), parti défenseur de la minorité russophone situé à gauche sur l'échiquier politique, échoue à passer la barre des 5% des suffrages exprimés pour être représenté à la Saeima et ne recueille que 1,41% des voix.

La participation a été très légèrement supérieure à celle enregistrée lors du scrutin législatif du 7 octobre 2006 (+ 0,72 point) et s'est établie à 62,60%. C'est dans les régions russophones (région de Latgale, 52,54%) que les électeurs se sont le plus abstenus. Les Lettons, pourtant très désabusés envers leurs institutions et leurs hommes politiques dans lesquels la grande majorité semble avoir perdu toute confiance, n'ont donc pas boudé le chemin des urnes.

Les électeurs ont donc majoritairement souhaité reconduire leur Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis, homme de la rigueur, car ils estiment que c'est la seule solution pour remettre la Lettonie, très affectée par la crise économique sur la voie de la croissance.

« Je voudrais remercier tous les électeurs qui ont soutenu la coalition Unité. Ils ont clairement voté pour la stabilité et la continuité. Plusieurs partis politiques

ont appelé à rejeter le remboursement du prêt de la communauté internationale et le programme de stabilisation économique en promettant toutes sortes de miracles. Mais les Lettons n'ont pas acheté ce programme » a déclaré le Premier ministre. Valdis Dombrovskis a qualifié ce vote de « bonne surprise ». Il a indiqué que le gouvernement sortant avait recueilli une « majorité convaincante », ce qui lui donnait « la légitimité de continuer le travail entrepris ». Le gouvernement sortant qu'il dirigeait réunissait, outre son parti Nouvelle ère, l'Union des Verts et des paysans, qui a fait partie de toutes les coalitions gouvernementales depuis l'indépendance du pays en 1991, et l'Union pour la patrie et la liberté. « Nous avons discuté de nouvelles opportunités de coopération et sommes prêts à poursuivre notre travail » a indiqué le Premier ministre sortant.

« C'est une victoire énorme pour Valdis Dombrovskis » a déclaré Morten Hansen, directeur du département d'économie à la Stockholm School of Economics de Riga. « Nous avons là la pire récession de l'Union européenne, les mesures d'austérité les plus dures et les gens disent tout de même « nous faisons confiance à cet homme pour qu'il continue » » a-t-il ajouté. « C'est une grande victoire. C'est assez étonnant dans le contexte européen. De quelle façon les électeurs ont-ils réagi à la crise économique ? En votant pour le Premier ministre qui leur promet des mesures d'austérité » a renchéri Nils Muiznieks, professeur de science politique à l'université de Lettonie.

« Nous ne pouvons ignorer ou exclure le Centre de l'harmonie » a affirmé Solvita Aboltina, leader de Nouvelle ère. « Nous devons penser à la façon dont nous pouvons démocratiser le Parlement et nous devons le faire avec l'opposition » a-t-elle souligné. « Nous allons discuter avec tous les partis politiques dont le Centre de l'harmonie Nous ne sommes pas parvenus jusqu'à présent à nous entendre sur plusieurs questions. Mais nous n'avons pas l'intention d'isoler ce parti » a précisé le Premier ministre sortant. « Il est important de comprendre combien il serait déraisonnable d'ignorer le pouvoir et la légitimité que le Centre de l'harmonie a gagné avec son grand nombre de suffrages » a souligné Roberts Kilis de la Stockholm School of Economics de Riga.

Le directeur de l'institut d'opinion Latvijas Fakti, Aigars Freimanis, n'hésite pas à envisager une participation du Centre de l'harmonie à la coalition gouvernementale sortante. « Faire entrer le Centre de l'harmonie au gouvernement permettrait à ce dernier de se protéger de la colère de la population lors des prochaines coupes budgétaires » a-t-il déclaré. Janis Urbanovics, leader du Centre de l'harmonie, a d'ores et déjà averti : « Vous pensez vraiment former un gouvernement sans nous ? Vous voulez des élections anticipées ? » s'est-il écrié, déçu de ne pas voir son parti, qui faisait la course en tête depuis plusieurs mois dans les enquêtes d'opinion, arriver en tête du scrutin.

« Nous avons pris nos responsabilités, nous avons assuré la solvabilité du pays et rétabli progressivement la croissance et nous devons maintenir le cap. Mais la crise n'est absolument pas terminée et nous avons encore un important travail devant nous » répétait encore le Premier ministre sortant en se rendant dans son bureau de vote. « Il n'y a pas de raison d'être euphorique. Il y a encore beaucoup de travail » a-t-il affirmé après l'annonce des résultats. La rigueur et le sérieux de Valdis Dombrovskis ont finalement convaincu les électeurs que le chemin fait de sacrifices importants choisi par le gouvernement sortant était le seul capable de remettre le pays sur pied et d'assurer l'avenir des Lettons.

Le principal parti d'opposition, le Centre de l'harmonie, leur promettait pourtant d'atténuer les conséquences sociales de la politique d'austérité menée par le gouvernement en renégociant les conditions du remboursement du prêt de 5,27 milliards de lats (7,05 milliards €) que le Fonds monétaire international (1,30 milliard €) et l'Union européenne (3,1 milliards €) ont accordé à la Lettonie en décembre 2008. Le Président de la République, Valdis Zatlers, qui désignera le prochain Premier ministre, avait d'ores et déjà fait savoir que le respect du remboursement du prêt alloué au pays par la communauté internationale constituerait un critère déterminant de son choix. Il avait également précisé que le désir du Centre de l'harmonie de mettre un terme à l'intervention militaire de la Lettonie en Afghanistan était incompatible avec l'obtention de postes ministériels.

Physicien et économiste de formation, ancien économiste en chef de la Banque centrale de Lettonie et ex-ministre des Finances (2002-2004), Valdis Dombrovskis, âgé de 39 ans (il est le plus jeune Premier ministre de l'Union européenne), conserve donc le poste de Premier ministre qu'il occupe depuis le 26 février 2009. Elu député aux élections législatives du 5 octobre 2002 après avoir mené une carrière de physicien puis d'économiste, il est nommé ministre des Finances du gouvernement dirigé par Einars Repse (JL) la même année. Il quitte sa fonction en 2004 lors de la démission de la coalition sortante et est élu au Parlement européen le 12 juin 2004, poste dont il démissionnera en février 2009 pour prendre la tête du gouvernement letton.

« *Il s'agit du scrutin le plus important depuis l'indépendance car il déterminera de quel côté nous allons nous tourner* » avait déclaré Sandra Kalniete, ancienne ministre des Affaires étrangères (2002-2004) et députée européenne, avant le scrutin. Les Lettons ont donc choisi la continuité, synonyme de politique d'austérité douloureuse, et fait preuve de maturité politique en reconduisant la coalition sortante. Il s'agit de la seconde reconduction d'un gouvernement de centre droit en Lettonie après 2006.

Outre les réformes structurelles nécessaires à la consolidation de l'économie lettone, le prochain gouvernement devra parvenir à réduire de 6% le budget de l'année 2011 pour assurer l'avenir du pays, un « *travail difficile* » selon les propres termes de Valdis Dombrovskis.

Résultats des élections législatives du 2 octobre 2010 en Lettonie

Participation : 62,60%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges
Unité (V)	300 328	30,72	33
Centre de l'harmonie (SC)	251 148	25,69	29
Union des paysans et des verts (ZZS)	189 837	19,42	22
Pour une meilleure Lettonie	73 798	7,55	8
Union nationale	73 792	7,55	8
Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie (PVTCL)	13 824	1,41	0
Autres	40 149	4,11	0

Source : Site internet de la Commission électorale centrale de Lettonie (<http://www.velesanas2010.cvk.lv>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.